



HAL
open science

Robert Delavignette (1897-1976), un paradoxal héros du retrait colonial

Anthony Mangeon

► To cite this version:

Anthony Mangeon. Robert Delavignette (1897-1976), un paradoxal héros du retrait colonial. Michel Fabréguet; Danièle Henky. Les “ héros du retrait ” dans les mémoires et les représentations de l’Europe contemporaine, histoire et fictions, L’Harmattan, pp.177-193, 2020, Inter-National, 978-2-343-19691-6. hal-03110933

HAL Id: hal-03110933

<https://hal.science/hal-03110933>

Submitted on 14 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Robert Delavignette (1897-1976), paradoxal héros du retrait colonial

Anthony Mangeon
Université de Strasbourg

Résumé : Figure majeure de la vie politique et institutionnelle française de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre, Robert Delavignette (1897-1976) fut successivement administrateur des colonies au Sénégal, au Niger et en Haute-Volta, puis directeur de cabinet du ministre des Colonies sous le Front populaire, et finalement Directeur de l'École nationale de la France d'outre-mer de 1937 à 1946. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut nommé Haut-Commissaire de la République au Cameroun, de mars 1946 à mars 1947, puis « gouverneur général » et directeur des affaires politiques au Ministère de l'outre-mer. Parallèlement à ses importantes fonctions politiques et académiques, Robert Delavignette fut également un écrivain renommé, lauréat de plusieurs prix, traduit dans plusieurs langues, et publié dans les plus grandes maisons d'édition parisiennes, notamment chez Gallimard. Delavignette devint ainsi, au fil des décennies, un paradoxal « héros du retrait colonial » car il exerça toujours ses fonctions d'une manière double et toujours critique. Il voulut en effet, dès les années trente, accompagner la mutation de la domination coloniale, avec son cortège de contraintes et de violences, vers une nouvelle politique indigène, fondée sur la reconnaissance de la dignité et de la valeur des cultures africaines, dans un nouveau système impérial basé sur une véritable égalité de droits et de devoirs. Son rêve d'une nouvelle unité politique se concrétisa avec l'avènement, en 1946, de l'Union française dans le cadre de la Quatrième République. Mais à compter des années cinquante, retiré lui-même de toute fonction politique, Delavignette assista à l'inéluctable déclin de l'empire français, sans renoncer cependant à la « plus haute idée de la France » que ce dernier avait incarné à ses yeux en intégrant de nombreux représentants africains (parlementaires, secrétaires d'État, ministres, administrateurs...) au sein de ses institutions politiques. Ce sont donc ces deux facettes complémentaires de l'homme d'action et de l'écrivain – à savoir d'une part le héraut (au sens de promoteur) d'une mutation coloniale en un empire d'inspiration égalitaire, et d'autre part le héros (au sens d'acteur de premier plan), d'un inéluctable reflux impérial – que cet article explore.

Pour contribuer aux débats de ce volume consacré aux « parcours sinueux de figures historiques, politiques, militaires qui ont, dans différents contextes, accompagné la fin ou la chute d'un régime autoritaire sans pour autant le condamner explicitement », j'ai décidé de centrer mon propos sur la figure de Robert Delavignette (1897-1976), dont j'ai récemment publié les *Mémoires d'une Afrique française*, restés inédits durant plus de quarante ans.

Figure majeure de la vie politique et institutionnelle française de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre, Robert Delavignette fut successivement administrateur des colonies au Sénégal, au Niger et en Haute-Volta, puis directeur de cabinet du ministre des Colonies sous le Front populaire, et finalement Directeur de l'École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM) de 1937 à 1946. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut nommé Haut-Commissaire de la République au Cameroun, de mars 1946 à mars 1947, puis gouverneur général et directeur des affaires politiques au Ministère de l'outre-mer, dont il démissionnera par opposition aux usages de la torture pratiquée durant la guerre d'Algérie, pour achever sa carrière professionnelle en enseignant le droit et les coutumes à l'ENFOM qu'il avait précédemment dirigé.

Parallèlement à ses importantes fonctions politiques et académiques, Robert Delavignette fut un écrivain renommé, lauréat de plusieurs prix, traduit dans plusieurs langues, et publié dans les plus grandes maisons d'édition parisiennes, notamment chez Gallimard. Mais que l'on s'intéresse à ses divers romans (*Toum*, en 1926 ; *Les Paysans noirs*, en 1931 ; *La Paix nazaréenne*, en 1943), à ses essais (*Service africain*, en 1946 ; *Christianisme et colonialisme*, en 1961 ; *L'Afrique noire française face à son destin*, en 1962), ou à ses textes autobiographiques (*Soudan Paris Bourgogne*, 1935 ; *Birama*, 1955) ou à ses *Mémoires* restés jusque-là inédits, deux perspectives complémentaires se dégagent de son œuvre. Robert Delavignette n'a jamais cessé de réfléchir, d'une part, aux mutations profondes que les systèmes

coloniaux européens avaient imposées aux sociétés africaines ; et il a toujours considéré, d'autre part, les bouleversements profonds que la participation déterminante des populations africaines aux deux Guerres mondiales avait, en retour, entraîné dans les rapports coloniaux. Il concevait de fait les relations entre métropole et colonies comme une influence réciproque, et cette dynamique interactionniste a sous-tendu tous ses positionnements, qu'ils fussent intellectuels, institutionnels ou politiques¹.

Delavignette devint ainsi, au fil des décennies, un paradoxal « héros du retrait colonial » car il exerçait ses fonctions d'une manière double et toujours critique. Il voulut en effet, dès les années trente, accompagner la mutation de la domination coloniale, avec son cortège de contraintes et de violences, vers une politique indigène basée sur la reconnaissance de la dignité et de la valeur des cultures africaines, dans un nouveau système impérial basé sur une véritable égalité de droits et de devoirs. Son rêve d'une nouvelle unité politique se concrétisera avec l'avènement, en 1946, de l'Union française sous la Quatrième République. Mais à compter des années cinquante, Delavignette assistera à l'inéluctable déclin de l'empire français, sans renoncer à la « plus haute idée de la France » que ce dernier avait incarné à ses yeux en intégrant de nombreux représentants africains (parlementaires, secrétaires d'État, ministres, administrateurs...) au sein de ses institutions politiques. Ce sont donc ces deux facettes complémentaires de l'homme d'action et de l'écrivain – à savoir d'une part le héraut (au sens de promoteur) d'une mutation coloniale en un empire d'inspiration égalitaire, et d'autre part le héros (au sens d'un acteur de premier plan), d'un inéluctable reflux impérial – que cet article explorera.

Comment Robert Delavignette a-t-il, de fait, pensé, théorisé, mis en pratique le retrait colonial comme « décolonialisation » – l'expression est de lui² – des rapports politiques, économiques et sociaux, historiquement construits entre la métropole et ses colonies ? Comment a-t-il compris et défendu les mutations impériales ? Comment a-t-il par la suite compris et pensé les décolonisations africaines ? S'est-il mépris sur certains points, et l'histoire lui a-t-elle donné raison sur d'autres ? Comment a-t-il en somme articulé ensemble pensée 'décoloniale' et pensée postcoloniale, « décolonialisation » et décolonisation ? Quelle place voyait-il pour l'Afrique coloniale, puis pour l'Afrique décolonisée dans le contexte mondial de son époque ? Où se situait pour lui l'enjeu du retrait colonial, et quel risque ou plutôt quel danger comportait inversement la mondialisation pour l'Afrique, avec le retrait des anciennes puissances coloniales ? Ce sont toutes ces questions qui serviront de fils conducteurs à mon propos. Je le développerai en trois temps : j'étudierai d'abord la question de la politique indigène dans l'action coloniale menée par Robert Delavignette dans ses fonctions d'administrateur ; j'aborderai ensuite son action institutionnelle, et la pensée impériale qui l'irriguait, et je présenterai enfin comment son action politique déboucha sur un certain désenchantement, faisant de l'ancien administrateur un paradoxal héros du retrait colonial.

Action coloniale et politique indigène

À la suite d'autres administrateurs qui étaient eux aussi écrivains, Robert Delavignette a donné une figuration particulière au « colonial » sur le terrain africain. C'est en effet un type déterminé, le commandant de cercle ou « le broussard », qu'il met systématiquement en scène dans ses fictions et ses essais, en le présentant par ailleurs comme un homme proche des populations qu'il administre, mais éloigné par là même des préoccupations strictement matérialistes ou des préjugés, le plus souvent négatifs, de l'autorité qu'il représente. « Il s'agit, pour ces administrateurs, de dominer autant l'administration que les administrés », écrit-il en

¹ Robert Delavignette, *Christianisme et colonialisme*, Paris, Fayard, 1960, p. 8.

² Robert Delavignette, *Les Constructeurs de la France d'Outre-mer*, Paris, Corrêa, 1946, p. 48.

effet dans *Soudan Paris Bourgogne*³, « [en se faisant] à la fois les agents du pouvoir central de la métropole au sein du monde africain et les agents du monde africain en face du pouvoir métropolitain et de ses relais coloniaux⁴ ». Mais ce « type d'Européen africanisé » existe évidemment ailleurs que dans la seule administration coloniale :

Ce pouvait être un instituteur, un postier, un conducteur de travaux publics, un agronome, un médecin. Ce n'était pas forcément un fonctionnaire ; il y eut des commerçants, des planteurs, des gens de toutes les activités dans le secteur privé qui méritèrent par leur comportement personnel le titre de broussard. Des officiers et des sous-officiers, surtout s'ils remplissaient des fonctions civiles, furent broussards. Les missionnaires enfin le furent dans leur généralité parce qu'ils connaissaient la langue du pays et qu'ils vivaient la vie du pays, plus et mieux que les autres broussards⁵.

Le broussard se caractérise donc par une connaissance intime des sociétés et des cultures africaines, à rebours du préjugé et de « l'instinct de supériorité » que « les Français de la métropole entretenaient toujours à l'égard de l'homme négro-africain⁶ », et Delavignette ne cessera d'insister sur l'importance de cette connaissance d'ordre historique, ethnosociologique et psychologique qui a selon lui fait cruellement défaut dans les débuts de la colonisation⁷. Cette connaissance sera également mise en valeur dans ses fictions d'inspiration autobiographique, où elle s'obtient toujours d'une double manière : par le concubinage du commandant avec une femme africaine, sujet de son premier roman, *Toum*, publié en 1926 sous pseudonyme ; ou par la coopération entre Africains et Européens autour de mêmes objectifs, objet du second roman, *Les Paysans noirs* (1931). Delavignette y dépeint précisément sa geste de commandant chargé d'amener une population paysanne à changer ses habitudes agricoles pour se spécialiser dans la monoculture de l'arachide et alimenter ainsi une toute nouvelle huilerie industrielle.

Cette volonté de connaissance débouche alors sur deux projets contradictoires. La connaissance intime motive tout d'abord l'élaboration et la promotion d'une nouvelle « politique indigène », respectueuse des cultures africaines, attentive à leurs coutumes et à leurs attentes, et dès lors mieux à même de réussir l'œuvre coloniale de « mise en valeur » – entendez l'exploitation – des territoires colonisés. Delavignette s'en fera le promoteur dans l'entre-deux-guerres, parallèlement aux initiatives de Félix Eboué, un autre broussard issu quant à lui de Guyane, et appelé à devenir plus célèbre encore par son ralliement à la France libre du général de Gaulle, dès l'été 1940⁸. Mais le succès même de cette politique conduit aussi le broussard à

³ Robert Delavignette, *Soudan Paris Bourgogne*, Paris, Grasset, 1935, p. 138.

⁴ Robert Delavignette, *L'Afrique noire française et son destin*, Paris, Gallimard, 1962, p. 41.

⁵ Robert Delavignette, *L'Afrique noire française et son destin*, Paris, Gallimard, 1962, p. 58.

⁶ *Ibidem*, p. 21.

⁷ « Les Sciences de l'homme en matière africaine, quelque avancement que les coloniaux leur aient procuré, n'étaient pas utilisées par la politique, et cela par l'effet du préjugé métropolitain. On ne se posait pas la question de savoir quelle idée les Français et les Africains se faisaient respectivement les uns des autres. C'eût été pourtant l'analyse initiale par quoi auraient dû commencer les efforts eurafricains. Mais de même que les parents français se refusaient à examiner les problèmes sexuels en présence des enfants, ainsi les politiciens frappaient-ils d'un tabou toute démarche d'esprit qui eût lié les réformes du système colonial à la psycho-sociologie des peuples africains » (*Ibidem*, p. 22) ; « L'Afrique noire a été colonisée sans être connue. Mais comment l'aurait-on vraiment étudiée alors qu'en Europe et notamment en France l'ethno-sociologie n'était pas encore matière d'enseignement et que la géographie humaine et l'économie politique des régions tropicales et équatoriales étaient encore peu analysées ? Comment aurait-on introduit au Sud du Sahara un processus d'enquête scientifique pluridisciplinaire en des contrées dépourvues de communications intérieures et d'une infrastructure de sécurité ? Historiquement, l'exploration européenne de l'Afrique par quelques pionniers a précédé les sciences humaines et a donné l'illusion qu'il suffisait de dresser la cartographie pour avoir des vues sur les problèmes humains. Ce résumé des conditions psychologiques dans lesquelles les coloniaux ont travaillé devrait nous inciter à remarquer la part que ceux d'entre eux ont prise à l'avancement de nos connaissances » (*Mémoires d'une Afrique française, tome II*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 19).

⁸ Sur la politique indigène, voir Delavignette, *Les Vrais chefs de l'empire*, Paris, Gallimard, 1939, chapitre VIII (« Le Paysannat »), et *Mémoires d'une Afrique française, tome II, op. cit.*, p. 25-26 et 128-129.

prendre une conscience plus aiguë des manquements et de l'injustice de l'action coloniale, qui perdurent encore très largement à travers les montants de l'imposition, les pratiques des corvées et toutes les prestations imposées aux populations, dont les faveurs sexuelles.

Dès lors, un nouveau changement doit s'opérer pour justifier l'action entreprise : « Il faut que l'œuvre coloniale soit une œuvre d'amour. Il faut que ce viol, ce concubinage s'achève en amour », réalise bien tardivement l'hypostase de Delavignette dans *Toum*⁹. De même, si la politique indigène triomphe dans *Les Paysans noirs*, grâce à l'attention et à la sympathie que le nouveau commandant a portées aux besoins des populations paysannes, contre les intérêts des seigneurs dioulas et de leur domination féodale, le succès agricole et bientôt économique remporté par « la bataille de l'arachide » n'en comporte pas moins des effets pervers : « Ainsi les paysans de Nérigaba se trouvaient pris dans le grand jeu mondial. Ils avaient soulevé du fond de leur Afrique la charge d'une usine. Ils dépendaient maintenant de forces qui leur échappaient¹⁰ » ; et « Le commandant avait été heureux dans l'affaire de l'arachide, mais au prix de profiteurs qu'il découvrait et d'esclaves qu'il ignorait encore¹¹ ».

Le projet initial de connaissance et de politique indigène, qui visait à parfaire l'œuvre coloniale, débouche ainsi sur un autre dessein, qui consiste à transformer le système colonial en un nouvel empire plus égalitaire et juste. Une fois rejetées les fausses justifications de l'entreprise coloniale, dénoncée l'exploitation de la colonie par le monde de l'argent et ses tyranneaux, nous nous trouvons, le passé jugé et le présent mis au pilori, devant le fait colonial. Une réalité vivante dont des abstractions, fussent-elles généreuses, ne peuvent résoudre le destin. Comment, de la situation actuelle, tirer pour demain le maximum de justice en droit international, en droit des gens, en droit des peuples ?¹²

Action institutionnelle et pensée impériale

Pour beaucoup d'historiens, Robert Delavignette incarne un courant de pensée réformiste, « l'humanisme colonial », dont la désignation oxymorique dit assez bien la double postulation et, au fond, la contradiction profonde. Il s'agissait en effet de chercher « l'homme en l'homme », ou « l'humain dans l'indigène », sans dénigrer pour autant l'importance de ses appartenances sociales, nationales ou culturelles, et tout en participant dans le même temps à une action coloniale qui se concevait avant tout comme domination politique à des fins d'exploitation économique¹³. Ce nouvel humanisme visait dès lors à réformer le système colonial en défendant une double exigence de justice sociale et de respect des cultures autochtones, et en garantissant parallèlement la reconnaissance ou l'extension d'un certain nombre de droits inaliénables mais jusque-là restreints aux seuls Européens et à quelques Africains bénéficiaires de la citoyenneté, comme dans les Quatre Communes du Sénégal. Parce qu'il voyait en ces dernières un modèle politique, c'est-à-dire un régime pionnier où « la représentation africaine » était activement associée à « la gestion des affaires publiques » et permettait ainsi à des Africains – en l'occurrence des Sénégalais – de « se définir comme

⁹ *Toum*, Paris, Grasset, 1926, p. 277 ; rééd. Paris, L'Harmattan, 2012, p. 151

¹⁰ Robert Delavignette, *Les Paysans noirs*, Paris, Stock, 1931, p. 175 ; rééd. Saint-Étienne, Publications de l'Université, 2011, p.116.

¹¹ *Ibid.*, p. 215 ; rééd. Saint-Étienne, Publications de l'Université, 2011, p. 141-142.

¹² Robert Delavignette, « Pour le paysannat noir, pour l'esprit africain », *Esprit*, n°39, 1935, p. 366.

¹³ Sur l'humanisme colonial, voir Raoul Girardet, *L'Idée coloniale en France*, Paris, La Table Ronde, 1972, et Gary Wilder, *The French Imperial Nation-State, Negritude and Colonial Humanism between the Two World Wars*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005. Voir, ensuite *Soudan Paris Bourgogne*, op.cit., p. 213, le chapitre IX de *Service africain*, Paris, Gallimard, 1946 ; puis *L'Afrique noire française et son destin*, p. 56 et enfin, dans les *Mémoires*, les pages 110-111 (tome I) puis 26 et 92 (tome II).

Français¹⁴ », on a souvent assimilé cet « humanisme colonial » à un surcroît de l'universalisme républicain, mêlé d'internationalisme socialiste façon Jaurès, dont Delavignette rappelle au demeurant dans ses *Mémoires* qu'il était lui-même un partisan de la colonisation comme « universelle pénétration des peuples¹⁵ ».

Mais en défendant l'union de nations différentes dans un même ensemble politique, Delavignette me semble surtout puiser à une source politique plus ancienne que le républicanisme français. Il s'agit de l'empire romain, « qui avait jadis uni Europe, Proche-Orient et Afrique¹⁶ », et dont la puissance résidait davantage, selon lui, dans la force d'attraction que constituait le statut convoité de « citoyen » (le fameux « *civis romanus sum* », gage de protection et passeport d'une province à l'autre), plutôt que dans le simple exercice d'une domination autoritaire (le non moins fameux *imperium*). Si Delavignette s'en inspire pour « penser impérial », c'est-à-dire pour « dépasser les anciennes dominations » et désormais « construire l'Empire [français] en communauté¹⁷ », c'est toutefois dans une version assez tardive, sous le régime de l'empereur Caracalla. Lorsque ce dernier, en 212 après Jésus-Christ, « décréta citoyens romains tous les habitants masculins et libres des territoires impériaux¹⁸ », il métamorphosa en effet l'empire en une « nouvelle unité organique » dont l'Union française, fondée en 1946, semblait à Delavignette l'héritière directe.

Empire, Fédération française, Communauté impériale, Union française ; ne voyons dans les variations du vocabulaire que la démarche encore tâtonnante par laquelle nous essayons de saisir et de fixer les rapports très nouveaux qu'il s'agit de présenter ensemble à l'esprit.

Il n'y a plus de colonies au vieux sens du mot. Il n'y a même plus d'Empire colonial considéré par rapport à la métropole et comme un objet différent de la métropole. L'Union française est un organisme mondial qui englobe et ce qui était colonial ou impérial outre-mer et ce qui était métropolitain. La Conférence de Brazzaville et la proclamation de l'Union française ont posé le principe – et le problème – d'un monde français supérieur à l'ancienne notion de colonies et d'empire et à l'ancienne notion de métropole. [...] Ce n'est plus de l'antique *imperium* qu'il s'agit ; ce n'est plus du pouvoir sur les hommes. Rien ne serait plus faux et plus pernicieux que de mettre dans l'idée d'Union française une arrière-pensée de domination sur les peuples de nos territoires d'outre-mer, sur les hommes qu'on appelle les indigènes pour les distinguer des coloniaux. Demain, nous serons tous les indigènes d'une même Union française¹⁹.

Dès 1935, dans son essai autobiographique *Soudan Paris Bourgogne*, Delavignette appelait déjà ses compatriotes à « créer par la pensée une France non seulement européenne mais africaine et variée à ce point qu'elle s'étend d'un jardin de Bourgogne aux rives du

¹⁴ Robert Delavignette, *Mémoires I*, p. 100 et 102 et *II*, 72 et 137. Voir également *L'Afrique noire française et son destin*, *op.cit.*, p. 94-102, ainsi que l'ouvrage de Frederick Cooper, *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris, Payot, 2014 ; traduction française de Christian Jeanmougin.

¹⁵ Robert Delavignette, *Mémoires, tome I*, p. 66. Sur l'équation entre humanisme colonial et universalisme républicain, façon Schoelcher, voir Bernard Mouralis, *République et colonies*, Paris, Présence Africaine, 2000, p. 46 et p. 87, ainsi que son article « De Robert Delavignette à Achille Mbembe », dans *Robert Delavignette, savant et politique*, *op.cit.*, p. 100-101 ; sur l'équation entre humanisme colonial et internationalisme jaurésien, voir également mon propre article dans ce même volume collectif : « Administration et écriture de l'Afrique : René Maran et Robert Delavignette », *op.cit.*, p. 284-285.

¹⁶ *L'Afrique noire française et son destin*, *op.cit.*, p. 39.

¹⁷ *Mémoires, tome II*, *op.cit.*, p. 91.

¹⁸ Frederick Cooper, *Français et Africains ?*, Paris, Payot, 2014, p. 26. Cooper précise encore : « La citoyenneté n'impliquait pas la conformité culturelle, pas plus qu'elle ne faisait de Rome le point d'ancrage exclusif du sentiment populaire d'appartenance. On pouvait être gaulois et romain » (*ibidem*). Un peu plus loin dans son étude, il soulignera que « le responsable colonial progressiste Robert Delavignette considérait que l'Union française impliquait en elle-même une sorte de "nouvelle citoyenneté" qu'il comparait à l'édit de Caracalla » (*ibid.*, p.92), renvoyant alors le lecteur à l'article d'histoire et de théorie impériales publié en 1945 par Delavignette dans la revue *Esprit* (« L'Union française à l'échelle du monde, à la mesure de l'homme », *Esprit*, n°112, juillet 1945, p. 214-236, et p. 229 pour la référence à Caracalla).

¹⁹ Robert Delavignette, *Service africain*, Paris, 1946, p. 271 et p. 273.

Niger²⁰ ». Puis en proclamant quatre ans plus tard, dans *Les Vrais Chefs de l'empire* (1939), l'avènement d'un « Nouveau Monde africain » dont « la politique indigène a été l'instrument accoucheur²¹ », il se faisait à nouveau le héraut d'une « fraternité dans la différence²² » destinée à réunir Français et Africains dans un même ensemble politique. En donnant désormais, avec l'Union française, une réalité institutionnelle à cette vision, la Quatrième République constituait à ses yeux « un régime politique sans précédent dans notre histoire nationale et dans l'histoire universelle », puisqu'elle réalisait précisément son rêve d'une nouvelle unité politique « eurafricaine où les Noirs du tropique et de l'équateur [seraient] nos concitoyens et leurs représentants, nos représentants dans les organes de notre souveraineté²³ ».

On pourrait juger que Robert Delavignette n'exerça personnellement aucun rôle dans cette mutation politique. Ce serait toutefois négliger plusieurs éléments. D'abord, en ses qualités de directeur de cabinet et de conseiller de Marius Moutet, ministre des Colonies sous le Front populaire, Delavignette devint un soutien actif de la politique indigène et de la carrière du Guyanais Félix Éboué, qu'il contribua à faire nommer gouverneur en Guadeloupe (1937) puis au Tchad (1938). Cette dernière nomination aura une incidence historique majeure, puisque Félix Éboué sera dès juillet 1940 le premier gouverneur d'une colonie africaine à se rallier au général de Gaulle après l'appel du 18 juin. Delavignette sera de son côté nommé directeur de l'École coloniale, devenue École nationale de la France d'outre-mer, une fonction qu'il exercera durant près d'une décennie, du Front populaire à l'avènement de la Quatrième République, et d'une manière assurément plus discrète mais non déterminante que l'action d'Éboué sur le terrain africain. En effet, Delavignette fera profondément évoluer la formation des administrateurs coloniaux en intégrant une année de stage à leur cursus académique, et il les initiera par ailleurs aux principes et aux méthodes pratiques de la politique indigène comme en témoignèrent par la suite de nombreux anciens élèves de l'ENFOM.

Mieux encore, en leur offrant la possibilité, sous l'Occupation, d'échapper au Service du Travail Obligatoire grâce au stage dans les colonies, il leur donnera également l'opportunité de venir grossir les rangs de la France libre dont certaines figures majeures, qui contribueront par la suite à la Libération de Paris, étaient précisément d'anciens élèves de l'École coloniale. Enfin, en recrutant dans le corps professoral de son établissement des intellectuels africains comme Léopold Sédar Senghor ou Hamani Diori, qui seront après la Seconde Guerre mondiale appelés à exercer d'importantes fonctions politiques (d'abord comme députés, puis comme premiers présidents de républiques africaines indépendantes, respectivement au Sénégal et au Niger), Delavignette jouera là aussi un rôle non négligeable dans le développement de nouvelles relations franco-africaines. Même s'il demeura fondamentalement une figure de l'ombre, le directeur de l'École coloniale n'en aura donc pas moins exercé une influence réelle dans l'évolution de l'empire français et de ses principaux dirigeants, et on peut donc le considérer à ce titre comme un véritable héros du retrait colonial.

Action politique et désenchantement

Cette stature devint par ailleurs d'autant plus concrète qu'avec le retour de Marius Moutet au Ministère de la France d'outre-mer, en 1946, Delavignette fut nommé Haut-Commissaire au Cameroun, avec un double mandat. Il s'agissait en effet d'accélérer

²⁰ *Soudan Paris Bourgogne, op.cit.*, p. 241.

²¹ Robert Delavignette, *Les Vrais chefs de l'empire*, Paris, Gallimard, 1939, p.241 ; repris dans *Service africain, op.cit.*, p. 233.

²² *Ibidem*, p. 242.

²³ *L'Afrique noire française et son destin, op.cit.*, p. 9. Delavignette y revient un peu plus loin : « Et qui donc réalise que ces Noirs, députés et sénateurs, sont les représentants non seulement de leur circonscription africaine mais du peuple français tout entier devenu eurafricain et qu'ils légifèrent pour les métropolitains comme pour les nouveaux citoyens des Territoires ultra-marins ? » (*Ibidem*, p. 107).

l'intégration à l'Union française de ce « territoire associé », une ancienne colonie allemande passée sous le contrôle de la France et de la Grande Bretagne par le truchement de la Société des Nations, en 1919, tout en préparant parallèlement son autonomie voire son indépendance sous le nouveau régime de curatelle instauré en 1945 par la Charte des Nations unies, en remplacement de l'ancien système des mandats. Une situation inextricable que Delavignette résumera ainsi dans ses *Mémoires d'une Afrique française* :

Ancienne colonie allemande, le Cameroun avait été confié à la France – pour la plus grande partie de son territoire – en 1919 par mandat de la Société des Nations. Dès la débâcle française de 1940, il avait rallié la France libre du général de Gaulle. Il s'agissait en 1946 d'obtenir que le Cameroun fût placé par l'Organisation des Nations unies sous une tutelle où la France serait la puissance administrante, le régime de la tutelle de l'O.N.U. se substituant à celui du mandat de la S.D.N. Dans cette perspective internationale, le Cameroun prenait une importance particulière pour la France qui ne voulait pas être dépossédée moralement d'un des berceaux africains de sa propre libération. [...] D'une part, le Cameroun appartenait à un système international ayant siège aux États-Unis, d'autre part, il était engrené dans le parlement français et était habilité, selon la logique de notre droit public, à participer à la souveraineté nationale française [...]. [Il fallait donc] [a]gir de telle sorte que la tutelle des Nations unies sur le Cameroun succède au mandat de la Société des Nations et qu'aucun obstacle sur le plan local ne gêne la diplomatie française dans la préparation des accords de tutelle qui seront sans doute débattus à New-York à la fin de cette année 1946. Ne rien négliger pour que le Cameroun se sente de plus en plus volontairement intégré à la France, par le fait même qu'il participe par des députés aux organes de notre souveraineté nationale et qu'il commence à gérer ses propres affaires avec l'assemblée représentative en train de naître en cette même année 1946. Telle est ma mission qui n'est contradictoire que si l'on considère séparément ses termes opposés. Elle peut être menée à bien s'ils sont combinés pour créer au sein d'un ensemble français une entité politique originale qui ne sera pas coloniale ni soumise à une espèce de condominium international mais qui puisera en elle-même les sources de son développement²⁴.

Très concrètement, cela signifie conduire à l'indépendance un territoire auquel la puissance tutélaire, quoiqu'en dise Delavignette, n'était absolument pas prête à renoncer dans le contexte géopolitique de l'après-guerre, comme en témoignera la suite des événements. En concevant sa mission comme un compromis matois entre les nouvelles visées impériales françaises – qui voulaient désormais annexer le Cameroun – et la mise en œuvre d'une curatelle conforme aux exigences des Nations unies, Delavignette poursuivait deux objectifs irréconciliables. De surcroît, il se trouvait pris entre deux formes de nationalisme – le nationalisme français, d'une part, qui n'acceptait aucune réduction de son expansion territoriale, et le nationalisme camerounais, d'autre part, qui tolérait de plus en plus mal le paternalisme français. Son mandat politique était donc inéluctablement voué à l'échec.

Ce n'est cependant pas cet échec qui constitua la principale source de son désenchantement colonial, tel qu'il trouva à s'exprimer, après les indépendances africaines, dans ses essais et dans ses *Mémoires*. C'est en effet un leitmotiv de son œuvre, à compter des années soixante, que le regret mélancolique d'un monde révolu avec la disparition de l'empire, à la manière de Chateaubriand dans le prologue d'*Atala* ou les premiers chapitres de ses *Mémoires d'Outre-tombe*²⁵. Mais que regrette exactement Delavignette avec ce changement d'époque ? Certainement pas le bon vieux temps des colonies ! Mais plutôt le fait que le « retrait colonial », ou le passage d'un *imperium* autoritaire à un nouvel esprit impérial plus horizontal et égalitaire, fit en définitive l'objet d'un renoncement assez rapide de la part de ses principaux protagonistes. Renoncement d'abord de l'ancienne puissance métropolitaine, dont les ressortissants et notamment les colons manquèrent souvent d'ambition et d'imagination politique en n'acceptant pas toutes les conséquences politiques et sociales d'une citoyenneté

²⁴ *Mémoires II*, op.cit., p. 115, 125, 130. Voir également *L'Afrique noire française et son destin*, p. 66-67.

²⁵ *L'Afrique noire française et son destin*, op.cit., p. 35-38 et p. 201 ; *Mémoires I*, p. 3 et p. 83, puis 117, 124, 132 ; *Mémoires II*, p. 31, 32, 48, 51, 110, 189.

désormais unique dans l'ensemble de l'Union. Et renoncement ensuite des élites politiques africaines, promues par les nouvelles institutions impériales, en particulier dans les assemblées locales et l'assemblée de l'Union française, mais qui, après avoir bénéficié des mêmes prérogatives que les parlementaires français, et après avoir défendu dans ce cadre les mêmes droits et les mêmes exigences pour les travailleurs africains que pour les travailleurs français, se rallièrent finalement au projet plus restreint de républiques et d'indépendances nationales, c'est-à-dire à l'idée d'une décolonisation au rabais, concédée par les Français pour « se libérer d'un fardeau dont ils ne pouvaient contrôler ni la croissance, ni l'utilisation²⁶ ».

Delavignette s'avère de fait sans concession à l'égard de ce qu'il considère comme une régression : le remplacement d'un projet géopolitique ambitieux – la *décolonialisation* des rapports entre l'ancienne métropole et ses ex-colonies, dans le cadre de l'Union française – par un autre projet d'apparence plus généreux, mais en réalité plus égoïste : la *décolonisation* comme rupture des liens sociaux et politiques historiquement construits entre la France et ses territoires africains. Il note d'ailleurs une étrange simultanéité entre décolonisation africaine et relâchement républicain :

Si l'on voulait bien, dans les milieux de la gauche française, examiner le processus de décolonisation en Afrique autrement qu'en récitant les litanies de l'anticolonialisme conventionnel, on serait peut-être conduit à l'analyse d'une singulière simultanéité entre l'effondrement de l'empire colonial et la baisse métropolitaine du sens républicain. Est-ce donc par un hasard de la chronologie que la IV^e République en France est bafouée et détruite à mesure que ses territoires africains accélèrent leur décolonisation ? Et sous la V^e République, n'existe-t-il pas une curieuse correspondance entre la décomposition persistante du civisme républicain et la désagrégation de la Communauté ? Tout se passe comme si, tout en gardant l'étiquette républicaine, la France s'était refusée à l'effort de vivre vraiment en république avec les territoires d'outre-mer et d'opérer *chez elle* la révolution sociale qui était requise par sa solidarité avec eux. [...] Que les survivants de la démocratie en France ouvrent les yeux sur la décolonisation qui les réjouit. Elle n'a rien de démocratique. Elle a été dictée par l'argent, dans l'indifférence du peuple français²⁷.

Son analyse ne s'en tient pas cependant à la dénonciation des petits calculs des uns et des autres. Delavignette replace en effet le mouvement de décolonisation dans un nouveau contexte mondial où dominaient désormais « deux anticolonialismes forcenés, l'américain et le russo-soviétique » dont la rivalité et la lutte d'influence se traduisait notamment par « les ingérences de l'O.N.U. » dans les affaires coloniales, avec la thèse – héritée de l'ancienne Société des Nations – « que la colonisation se justifiait par l'application d'une politique évolutive où les colonisés étaient progressivement habilités à gérer démocratiquement leurs propres intérêts²⁸ », selon le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais ce nouveau contexte mondial n'était pas seulement idéologique ; il était aussi, plus largement, économique : la transition d'une ère coloniale à un âge postcolonial allait en effet de pair, selon Delavignette, avec une mutation de la civilisation industrielle toujours plus encline à négliger le facteur humain au bénéfice du simple profit financier²⁹. Ce qui s'apparentait dès lors à un simple

²⁶ *L'Afrique noire française et son destin, op.cit.*, p. 168.

²⁷ *L'Afrique noire française et son destin, op.cit.*, p. 177-178.

²⁸ *L'Afrique noire française et son destin, op.cit.*, p. 66.

²⁹ « La décolonisation est tout autre chose qu'un simple changement politique. Elle n'est pas seulement l'absorption des empires déchus par de nouveaux impérialismes mieux pourvus en puissance industrielle. Elle n'est pas non plus uniquement un transfert de souveraineté d'une ancienne métropole aux jeunes États issus de ses colonies et qui retrouvent dans leur tuf des racines nationales. Elle est encore chose plus importante qu'une modification de la carte planétaire et du rapport de forces entre peuples. Elle pose à tout peuple qui fut colonisateur la nécessité de se rénover dans son propre sein. Quel problème ! C'est en effet un problème de civilisation et par là même de la civilisation industrielle – qui ne sera vraiment universelle que si tous les peuples coopèrent pour rechercher l'humanisation du travail » (*Mémoires, tome II*, p. 31).

« reflux³⁰ », plus encore qu'à un « retrait colonial », ne débouchait donc pas sur une véritable autonomie politique ni sur l'émancipation économique des nations anciennement colonisées, mais en réalité sur une nouvelle forme de colonialisme, conforme à l'impérialisme d'antan, que Delavignette fustigera à de nombreuses reprises.

Précipiter des pays dans une prétendue autonomie politique quand ils sont économiquement hétéronomes, ne serait-ce pas pratiquer à leur détriment un néo-impérialisme au profit d'États ou d'organismes qui leur dispenseraient, sous certaines conditions, les moyens de subsister selon une nouvelle loi d'airain ? [...] Si l'on additionne les budgets des Républiques de l'Afrique noire française décolonisée, on obtient un total inférieur au chiffre d'affaires d'une société d'aciéries ou de produits chimiques ou d'une compagnie de navigation, ou d'un grand magasin dans l'ex-métropole³¹.

On peut rêver que les super-grands de ce monde, au lieu de cumuler leur néo-impérialisme avec des déclarations humanitaires, mettent en œuvre une politique de coopération avec les pays pauvres, défavorisés par le sol, le climat et dépourvus de moyens pour lutter contre la désertification comme celle qui ronge et élimine peu à peu le paysannat du Sahel subsaharien. On peut rêver... On peut aussi d'abord prendre conscience du drame qui désole une partie de l'humanité et dont les conséquences pourriront de l'intérieur la civilisation industrielle et les super-grands avec leur super-armement nucléaire. On agite le spectre d'une révolte du tiers-monde. Le danger véritable n'est pas là. Il est au cœur d'une civilisation qui se croit universelle par ses techniques et qui se dessèche parce qu'elle confond ses aumônes avec la véritable charité.³²

Jadis une métropole vaincue abandonnait ses colonies au vainqueur qui les ajoutait aux siennes. La chute des empires coloniaux de l'Occident européen à la fin de la Deuxième Guerre mondiale est un fait historique d'une autre envergure et d'un autre genre. Ce fut une chute totale et qui doit annoncer une ère nouvelle où le monde engendrera une civilisation de l'universel. Que les empires morts servent donc à autre chose qu'à la réapparition d'un néocolonialisme plus ou moins camouflé³³.

Dans ce contexte où la décolonisation ne saurait être comprise comme un « retrait colonial », qui resteront donc les véritables héros de ce dernier ? Ceux qui auront précisément préparé la transition d'un univers colonial à un monde postcolonial, en favorisant ce faisant l'émergence d'un nouveau monde africain : il s'agit, on l'aura aisément compris, des broussards qui tirèrent par là même leur ultime révérence.

Nous avons été les hommes d'un terroir africain qui nous a assigné notre rôle, doté de nos surnoms et de notre légende. Nous, les administrateurs de brousse, nous avons administré la preuve que nous pouvions cohabiter avec les Africains dans un climat moral où leur familiarité nous entourait et où leur fraternité justifiait notre autorité.

Étions-nous des autocrates, des oligarques ? Que de grands mots pour notre vie qui fut tissée de petits travaux, de petits soins, d'humbles tournées. « Vos broussards – me disait un politicien – ne savent pas faire les couloirs ». [...] Non, ils ne savaient que faire des tournées – où ils ouvraient les registres de recensement et tenaient des séances de justice foraine. Ils n'étaient pas courtisans, encore moins démagogues. Et il était écrit qu'ils seraient seuls. Oubliés par un monde africain nouveau dont ils avaient servi la parturition, il leur reste à boire la coupe amère qui n'est pas d'être dénigrés par les anticolonialistes mais d'être magnifiés par un conformisme colonial qui n'a rien compris à leur vraie grandeur. [...] Là où il avait vu une noble mission, le broussard était blâmé ou raillé d'y avoir cru. Son travail avec les Africains était comme un humble produit de l'artisanat traditionnel, qui devenait objet de musée folklorique et qui était délaissé au profit d'une fabrication

³⁰ *L'Afrique noire française et son destin, op.cit.*, p. 59.

³¹ *L'Afrique noire française et son destin, op.cit.*, p. 63 et p.145.

³² *Mémoires, tome II, op.cit.*, p. 31.

³³ *Mémoires, tome II, op.cit.*, p. 110.

en série, celle des slogans anticolonialistes pour une consommation de masse. Et l'amitié qui avait uni des hommes différents était corrodée par la peur³⁴.

Conclusion

Paradoxal héros du retrait colonial, car membre de l'administration et théoricien de la colonisation qui ne s'accommoda jamais de l'exercice violent et arbitraire de la domination, Robert Delavignette œuvra sans cesse, sur le terrain pratique et sur le plan institutionnel de la formation des cadres, pour la mise en place d'une politique indigène plus respectueuse et pour l'évolution du système impérial vers une stricte égalité entre la métropole et ses colonies. Il ne s'accommoda pas davantage du reflux de l'empire, à compter du milieu des années cinquante, qui mettait un terme à une forme de décolonialisation entreprise dix ans plus tôt, et qui sous couvert de décolonisation, instaurait en réalité des formes insidieuses et nouvelles de colonialisme.

Enfin il ne transigea jamais sur certains principes, notamment ceux d'égalité et de fraternité entre Français et Africains, et il prit souvent des positions courageuses qui furent saluées en leur temps et qui mériteraient d'être mieux connues aujourd'hui.

Bibliographie :

Œuvres de Robert Delavignette

- *Toum* (sous le pseudonyme de Louis Faivre), Paris, Grasset, 1926 ; rééd. Paris, L'Harmattan, coll. Autrement Mêmes, 2012.
- *Afrique Occidentale Française*, bois gravés de Germaine Bernard, Paris, Société d'Éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, 1931.
- *Les Paysans noirs*, Paris, Stock, 1931 ; rééd. Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, coll. Longs Courriers, 2011.
- *Soudan Paris Bourgogne*, Paris, Grasset, 1935.
- *Les Vrais chefs de l'empire*, Paris, Gallimard, 1939.
- *Petite histoire des colonies françaises*, Paris, PUF, 1941.
- *La Paix nazaréenne*, Paris, Gallimard, 1943.
- *Les Constructeurs de la France d'outre-mer* (avec Charles-André Julien), Paris, Corrêa, 1946.
- *Service africain*, Paris, Gallimard, 1946.
- *Birama*, Paris, Gallimard, 1955.
- *Christianisme et colonialisme*, Paris, Fayard, 1960.
- *L'Afrique noire française et son destin*, Paris, Gallimard, 1962.
- *Du bon usage de la décolonisation*, Paris, Casterman, 1968.
- *Mémoires d'une Afrique française. Volume 1 : La Classe et la cour. Volume 2 : L'Offrande de l'Étranger* (ms 1976). *Tomes I et II*, Paris, L'Harmattan, coll. Autrement Mêmes, 2017.

Articles et ouvrages critiques ou historiographiques

Bancel, Nicolas, Blanchard, Pascal, et Vergès, Françoise. *La République coloniale* [2003], Paris, Hachette Littératures, coll. Pluriel, 2006.

Cohen, William. *Empereurs sans sceptre. Histoire des administrateurs de la France d'outre-mer et de l'École coloniale*, Paris, Berger-Levrault, 1973.

³⁴ *L'Afrique noire française et son destin*, *op.cit.*, p. 49-50 et p. 85.

Cooper, Frederick. *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation* [2014], traduit de l'anglais par Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2014.

Dimier, Véronique. *Le Gouvernement des colonies, regards croisés franco-britanniques*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004.

Dozon, Jean-Pierre. *Frères et sujets. La France et l'Afrique en perspective*, Paris, Flammarion, 2003.

Girardet, Raoul. *L'Idée coloniale en France*, Paris, La Table Ronde, 1972.

Liauzu, Claude. *Dictionnaire de la colonisation française*, Paris, Larousse, 2007.

Mangeon, Anthony. « Administration et écriture de l'Afrique : René Maran et Robert Delavignette », dans Mouralis, Bernard, Piriou, Anne, avec la collaboration de Fonkoua, Romuald (dir.). *Robert Delavignette, savant et politique (1897-1976)*, Paris, Karthala, 2003, p. 271-293.

Mangeon, Anthony. « République et colonies, l'éclairage des Lumières Noires (Alain Leroy Locke, René Maran, Félix Éboué) », *Francophone Postcolonial Studies*, IV-1, London, Spring-Summer 2006, p. 7-40.

Mangeon, Anthony. « “Les colonies sont faites pour être perdues” : désillusions coloniales chez Henry de Montherlant (1895-1972) et Robert Delavignette (1897-1976) », dans Durand, Jean-François, Seillan, Jean-Marie, et Sévry, Jean (dir.). *Désillusion et désenchantement dans les littératures de l'ère coloniale*, *Cahiers de la Siélec*, n°5, Pondichéry, Kailash, 2010, p. 83-96.

Mouralis, Bernard. *République et colonies, entre histoire et mémoire* [1999], rééd. Paris, Présence africaine, 2012.

Mouralis, Bernard, Piriou, Anne, avec la collaboration de Fonkoua, Romuald (dir.). *Robert Delavignette, savant et politique (1897-1976)*, Paris, Karthala, 2003.

Riesz, János. *De la littérature coloniale à la littérature africaine. Prétextes, contextes, intertextes*, Paris, Karthala, coll. Lettres du Sud, 2007.

Rioux, Jean-Pierre (dir.). *Dictionnaire de la France coloniale*, Paris, Flammarion, 2007.

Wilder, Gary. *The French Imperial Nation-State : Negritude and Colonial Humanism between the Two World War*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005.

Wilder, Gary. *Freedom Time. Negritude, Decolonization and the Future of the World*, Durham, Duke University Press, 2015.